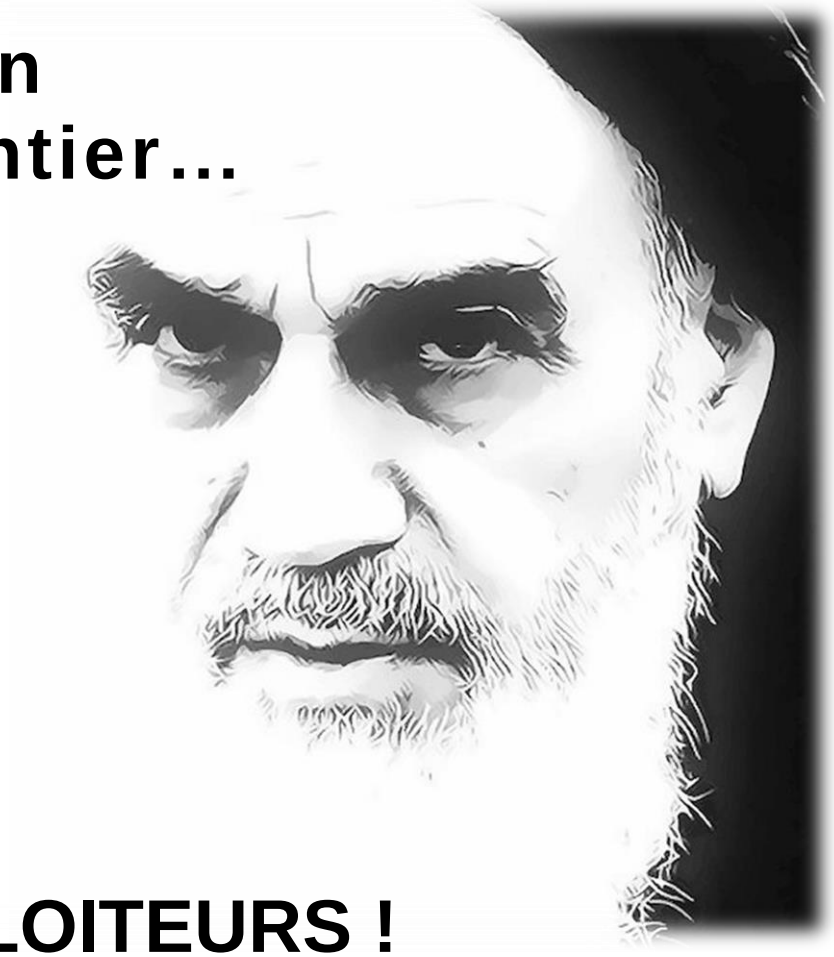
06 / hiver 2017/18

BULLETIN COMMUNISTE

guerre de classe

De Gaza à l'Iran et au monde entier…



A BAS LES EXPLOITEURS !

PUBLIE PAR LE GROUPE COMMUNISTE GUERRE DE CLASSE

AUTISTICI.ORG/TRIDNIVALKA

De Gaza à l'Iran et au monde entier…

A BAS LES EXPLOITEURS !

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes.* »[1]

Depuis la répression et la cooptation de la dernière tentative révolutionnaire mondiale dans les années 60 et 70 du siècle dernier, la domination idéologique de la bourgeoisie est presque totale dans la majeure partie du monde : le niveau d'activité organisée de notre classe est très bas et son expression quotidienne se limite à des actes de subversion individuelle ou, au mieux, à des grèves sectorielles localisées et des émeutes. Dans ce texte, nous voulons mettre en lumière les événements qui ont secoué l'Iran au cours des dernières semaines, et qui vont d'ailleurs bien au-delà, dans le contexte d'une région qui, depuis longtemps et de façon constante, se trouve au premier plan de la lutte de classe mondiale, malgré (et contre) une énorme concentration de la capacité meurtrière capitaliste qui s'y déchaîne. Nous voulons souligner la nature de classe de ces luttes et l'importance des ruptures avec l'ordre capitaliste que nos camarades en Iran expriment !

Alors que le grand conflit impérialiste, que les superpuissances mondiales et régionales mènent par procuration depuis plusieurs années en Irak et en Syrie,[2] entre dans un état d'incertitude temporaire, alors que les fractions bourgeoises, ainsi que les armées et les milices au service de leurs intérêts lèchent leurs plaies, se préparant et s'armant pour le prochain round de carnage de la chair à canon prolétarienne, et que leurs politiciens et leurs médias sont occupés à donner une nouvelle interprétation de tout cela comme étant un signe de victoire, afin de la vendre à « leurs citoyens », et qu'ils réaffirment et tiennent fermement la laisse qui attache notre classe au spectacle démocratique, le prolétariat dans cette région relève à nouveau la tête.

En décembre, des milliers de prolétaires en colère dans tout le Kurdistan irakien sont descendus dans les rues et se sont affrontés aux flics et aux unités de Peshmergas. Dans la province de Sulaymaniyah, des manifestants ont réduit en cendres le quartier général des Peshmergas ainsi que ceux des principaux

[1] « *[…] le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son essence, que donc, dans son travail, celui-ci ne s'affirme pas mais se nie, ne se sent pas à l'aise, mais malheureux, ne déploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. En conséquence, l'ouvrier n'a le sentiment d'être auprès de lui-même qu'en dehors du travail et, dans le travail, il se sent en dehors de soi. Il est comme chez lui quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas chez lui. Son travail n'est donc pas volontaire, mais contraint, c'est du travail forcé. Il n'est donc pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un moyen de satisfaire des besoins en dehors du travail.* » (Karl Marx, *Manuscrits parisiens*, 1844)
« *Au lieu du mot d'ordre conservateur : 'Un salaire équitable pour une journée de travail équitable', ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : 'Abolition du salariat'.* » (Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865)

[2] Ou plutôt devrions-nous dire l'expression régionale de son visage ouvertement militariste, avec d'autres « théâtres d'opérations », moins intensifs pour le moment, comme l'Ukraine, le Yémen et bientôt peut-être la Mer de Chine méridionale.

partis politiques (tant du gouvernement que de l'opposition).[3] Les bureaux de ces partis ont également été incendiés dans la ville de Koye, dans la province d'Erbil. Les raisons immédiates de cette rage se trouvent dans l'état désastreux des services de base, comme l'interruption ou l'insuffisance de l'approvisionnement en eau potable et en électricité et plusieurs mois de salaires impayés, en particulier dans le secteur public. Au cours des émeutes, au moins cinq manifestants ont été assassinés par les forces répressives de l'État et des centaines ont été blessés ou arrêtés.[4]

Le 28 décembre, à Machhad et dans le nord de l'Iran, des manifestations contre le coût élevé des produits de première nécessité et des émeutes de la faim ont éclaté, qui se transformeront rapidement en une vague de lutte de classe, la plus grande en Iran depuis le mouvement de 2009.

Comme tout mouvement prolétarien, cette révolte ne tombe pas du ciel, mais elle est l'expression de mois de colère et de l'intensification de la lutte contre les conditions de vie dans le capitalisme.[5] Tout comme son homologue kurde, l'implication de l'Etat iranien dans la guerre capitaliste en Irak et en Syrie commence à paralyser sa capacité d'apaiser le prolétariat en lui jetant des miettes provenant du festin de la bourgeoisie.

Au cours des dernières années, les dépenses du budget militaire iranien ont augmenté avec le déploiement de l'armée, avec l'acquisition d'armes russes modernes pour faciliter le massacre du prolétariat dans les territoires sous administration de fractions opposées de la bourgeoisie mondiale (rôle joué par Daech et l'« opposition syrienne » pour l'instant), avec le soutien de ses alliés du régime d'Assad, le Hezbollah et les milices chiites irakiennes, ainsi qu'avec les investissements dans l'extraction pétrolière, gazière et d'autres ressources naturelles et enfin les infrastructures de transport dans les « territoires libérés » (ces projets sont gérés et réalisés par des entreprises qui souvent appartiennent directement à l'Armée iranienne ou aux « Gardiens de la Révolution »).

Cet enchevêtrement des intérêts des « Gardiens de la Révolution » représente une expression très explicite (elle peut paraître plus subtile ou cachée dans d'autres cas, mais elle est toujours là) du rôle fondamental du cycle de la guerre et de la paix pour le modus operandi du Capital mondial. D'une part, tant la guerre elle-même que la ruée ultérieure pour la reconstruction et l'investissement dans la période de paix ne sont rien d'autre qu'une forme concrète de compétition entre fractions capitalistes. Ce n'est rien d'autre que l'expression du profond besoin des différentes fractions du Capital mondial d'élargir leur marché afin de faire face à la baisse du taux de profit. En même temps, la guerre a pour but de diviser la classe en catégories

[3] Les partis gouvernementaux, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ainsi que les partis d'opposition Gorran et l'Union islamique du Kurdistan.

[4] Des causes similaires alimentent aussi la lutte des classes en Tunisie, où des mois de manifestations de rue et des grèves des travailleurs contre le manque d'emplois, la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'essence et la réduction des prestations sociales culminent dans une nouvelle vague d'émeutes généralisées – la « célébration prolétarienne » de l'anniversaire du soulèvement de 2011 – la plus grande depuis le mois de mai 2017 (lorsque des postes de police et des stations de pompage de pétrole et de gaz d'ENI, OMV et Perenco s'embrasèrent tels des feux de joie). Les manifestations ont effrayé la classe dirigeante et l'ont incitée à faire rapidement marche arrière et à annoncer une nouvelle forme de prestations sociales et d'hypothèques garanties par l'État, tout en sévissant contre les manifestants et en arrêtant des centaines d'entre eux.

[5] « Il en a résulté des rassemblements, des manifestations et des sit-ins diffus mais contigus. Les étudiants s'opposant à la privatisation et la marchandisation de l'économie ; les retraités s'opposant à la banqueroute des caisses de retraite ; les profs et les infirmières protestant contre leur conditions de vie inhumaines ; les chauffeurs de bus supportant les membres de leur syndicat ; et d'innombrables grèves dans de nombreux secteurs, des mineurs aux travailleurs du secteur de la canne à sucre. » http://libcom.org/news/iran-bread-jobs-freedom-05012018 [disponible en français sur le blog Des Nouvelles Du Front : https://dndf.org/?p=16575]

L'État est un rapport social

[…] contrairement à toutes les croyances idéalistes véhiculées par l'idéologie dominante, et donc aussi par un grand nombre de prolétaires en lutte et de militants, contrairement à la compréhension que l'on a généralement de l'État qui consiste à le réduire à un « appareil », une « institution », ou encore une simple « structure », l'État n'est pas un outil « neutre » que le prolétariat pourrait prendre en mains et utiliser tel quel à ses propres fins ou encore dont il pourrait transformer les prises de décisions « verticales » en prises de décisions « horizontales » (fétichisme et misère du fédéralisme !). Un grand nombre de révolutionnaires du passé, qu'ils soient « anarchistes », « communistes », « marxistes », « socialistes révolutionnaires », etc., ont toujours appréhendé l'État comme un « outil » ou plus simplement comme « le gouvernement »…
L'État est un rapport social, composé de divers appareils (gouvernement, parlement, police, armée, patronat, syndicats, partis politiques, école, etc.) combinés à de multiples idéologies qui lui donnent force (parlementarisme, religion, positivisme, autoritarisme, etc.). Dans ce sens, nous ne pouvons que soutenir ce qu'affirmait Malatesta à la fin du 19ème siècle, selon lequel l'État se trouve même jusque dans nos associations…
L'État est un rapport social qui se reproduit même jusque dans nos luttes, et contre lequel nous nous battons avec la plus grande véhémence. […]
L'État est un rapport social et au niveau actuel du développement des sociétés de classe dont le capitalisme est l'ultime aboutissement en tant que synthèse des modes de production antérieurs, l'État ne peut être que l'État des capitalistes, et donc par conséquent il ne peut qu'être détruit par la force de la révolution sociale, par le mouvement de subversion de ce monde qui éliminera toute forme d'exploitation pour laisser la place à la société communiste…

Guerre de Classe, « ÉGYPTE : Rien n'a changé, mais tout commence… »

selon des critères nationaux, régionaux, religieux, politiques, etc. afin de réprimer la lutte des classes et de briser la solidarité internationale du prolétariat. C'est exactement ce qui s'est passé en Syrie en 2011, lorsque l'expression locale du soulèvement prolétarien contre la vie de misère dans la société capitaliste et contre la terreur de l'Etat qui a balayé les pays du Maghreb et du Machrek et au-delà (désigné comme le « Printemps arabe » par les médias bourgeois pour déguiser son caractère de classe et empêcher la solidarité du prolétariat dans les « pays non-arabes ») a été cooptée et canalisée dans la sanglante guerre inter-bourgeoise, grâce à l'effort concerté du régime d'Assad, du leadership bourgeois-militaire imposé aux militants de l'ASL[6] et aux divers commanditaires étrangers. En fin de compte, la guerre sert de moyen pour disposer physiquement de la main-d'œuvre surnuméraire, ce qui est très pertinent pour la fraction capitaliste de cette région qui connaît un chômage énorme, et ce qui deviendra de plus en plus pertinent à l'échelle mondiale, dans un avenir proche.

En plus de la poursuite des sanctions internationales, les coûts liés à la guerre ont convaincu la bourgeoisie en Iran et les administrateurs de son Etat, que c'est le moment de faire pression encore une fois pour diminuer les miettes dont nous parlions plus haut, à savoir les allocations perçues par 12 % des travailleurs qui sont officiellement au chômage (et comme partout dans cette partie du monde, il y en a bien plus : environ 40 % des jeunes travailleurs), les pensions et les subventions sur les carburants.

Une vague massive de manifestations et d'émeutes accompagnées d'expropriations collectives de diverses propriétés s'est ensuite répandue dans toutes les villes du pays, y compris la capitale Téhéran, où un rassemblement pro-gouvernemental a coïncidé avec les émeutes à l'université et dans les bidonvilles de la périphérie.

Au fur et à mesure que les manifestations s'étendent pour inclure Tabriz, Qom, Isfahan, Rasht, Ahvaz, Sari, Zahedan, Qazvin ainsi que de nombreuses villes et villages plus petits en province, leur nature conflictuelle et la critique pratique de la propriété, de la marchandise, de la vie de misère dans la société capitaliste, deviennent plus claires. Les bâtiments administratifs de nombreuses institutions publiques, y compris les bureaux des mollahs, les postes de police et le quartier général de la milice basidj, ont été réduits en cendres. Les pillages de magasins sont très répandus. Dans certains cas, comme dans le Kadharidzhan, des groupes de militants prolétaires ont attaqué le commissariat de police dans le but de piller le dépôt d'armes et de s'armer pour la poursuite de la lutte ! Et en effet, à plusieurs reprises (à Nadzafabad dans les Provinces centrales), les flics, les « Gardiens de la Révolution » et les miliciens basidjis, en plus d'être bombardés de pierres et de cocktails Molotov comme partout, ont aussi essuyé des coups de feu.[7] Les banques sont aussi des cibles privi-

[6] Comme en écho lointain au processus de militarisation des « gardes rouges » durant la Révolution en Russie en 1917 ou encore des « milices ouvrières » en Espagne en 1936 (pour ne prendre que deux exemples historiques connus et révélateurs), les différentes « liwas » (brigades) et « katibas » (bataillons) qui émergèrent dans la dynamique révolutionnaire en Syrie dès 2011 ont exprimé et matérialisé à un moment donné les contradictions du mouvement social en cours. Créée par et constituée au départ de « soldats déserteurs » et de « prolétaires civils » pour protéger le mouvement de la terreur exercée par les forces répressives gouvernementales, ces organisations de base et autres milices armées (peu claires quant à leur programme politique et social, tout comme l'ont été à leur époque les « gardes rouges » et les « milices ouvrières ») seront encadrées par des forces politiques de l'opposition bourgeoise en se faisant dès lors connaître sous le nom générique de l'« Armée syrienne libre », et se transformeront rapidement et inévitablement en armée au service de différentes fractions de la bourgeoise, par leurs propres faiblesses et leur manque de rupture d'une part, ainsi que par la tromperie, la violence et la propagande nationaliste et islamiste d'autre part.

[7] Malheureusement, nous devons dire que les forces de répression capitalistes ont le dessus et qu'elles font tout ce qui est en leur pouvoir pour noyer à nouveau le mouvement de classe dans le sang. Au moins une centaine (au moment d'écrire ces lignes) de nos frères et sœurs de classe ont été massacrés, et des milliers d'autres ont été grièvement blessés ou arrêtés. Nous voudrions lancer un appel à nos camarades du monde entier et de la région voisine de l'Iran en particulier, pour exprimer aussi concrètement la solidarité de classe avec ces militants, pour les abriter et les cacher de la terreur d'Etat, pour les aider à se regrouper, pour revendiquer leur libération de prison, pour

légiées, tant celles appartenant au conglomérat militaro-industriel des « Gardiens de la Révolution » que les filiales de grands groupes bancaires multinationaux. Les travailleurs de South Pars Oil and Gas se sont mis en grève pour des salaires impayés, tout comme les travailleurs de l'usine de tracteurs de Tabriz, les chauffeurs d'autobus de Téhéran, les enseignants, des chauffeurs d'usine et des ouvriers agricoles.

Les manifestants saisissent le rapport entre l'implication de l'État iranien dans la guerre en Irak et en Syrie, son ingérence impérialiste dans la politique des pays du Machrek, d'une part, et l'approfondissement actuel de leur misère, d'autre part. Ils l'expriment dans leurs slogans – bien que la plupart de manière très contradictoire et limitée, empoisonnés par l'idéologie nationaliste et patriotique – comme « Ni Gaza, ni Liban, je ne mourrai que pour l'Iran ! ». Cette critique partielle de la guerre exprime la revendication de la majorité de ce mouvement pour que l'argent injecté dans l'industrie de guerre soit redirigé vers les services sociaux, la création d'emplois pour les jeunes, les subventions des denrées alimentaires et sur les carburants. La limite de ces revendications, c'est qu'elles s'inscrivent dans, et renforcent, la fausse dichotomie entre la satisfaction des besoins humains « immédiats » du prolétariat, de ses moyens de survie physique (nourriture, abri, etc.), et son besoin « historique » de détruire le système de classes. Seule l'existence d'une humanité unifiée, à travers l'action révolutionnaire centralisée du prolétariat mondial, pourra réellement satisfaire nos besoins « immédiats » ainsi que nos besoins « historiques » qui sont indissociables. Ces faiblesses programmatiques sont ensuite exploitées par la social-démocratie sous la forme de plusieurs fractions islamiques, qui se présentent comme des protecteurs de la nation contre l'« influence occidentale » et en appellent aux principes de la « solidarité sociale islamique », ce qui signifie un refus de la guerre capitaliste en faveur de la paix capitaliste et d'un protectionnisme national. Les secteurs les plus avancés du prolétariat s'y opposent avec la consigne résolument défaitiste révolutionnaire « ***De Gaza à l'Iran, à bas les exploiteurs !*** »

Parmi ces minorités radicales, pointons les étudiants révoltés à l'université de Téhéran qui ont aussi formulé des positions de classe fondamentales contre les tentatives répétées de la bourgeoisie et de la social-démocratie historique (« islamiste » ou « laïque ») pour diviser le prolétariat en lutte selon des critères de genre, ainsi que selon les critères des courants politiques bourgeois des politiciens « modérés » ou « fondamentalistes » ; ces minorités se sont aussi prononcées en faveur de l'associationnisme de classe en-dehors et contre les structures de la social-démocratie, sous forme de Shoras (conseils ouvriers).[8] Notre ennemi de classe a très bien compris le rôle programmatique de premier plan que jouent ces camarades dans le mouvement et les forces répressives de l'Etat les prennent pour cible avec une férocité extraordinaire.

Bien sûr, non seulement la hiérarchie religieuse iranienne mais aussi diverses autres fractions bourgeoises locales et mondiales font ce qu'elles ont toujours fait face à la lutte de classe prolétarienne : elles unissent leurs efforts pour diviser et coopter

attaquer directement les représentants de la fraction iranienne de la bourgeoisie mondiale et ses intérêts (ainsi que leur « propre » bourgeoisie bien sûr).

[8] Rappelons que ni les conseils ouvriers, ni les soviets ou toute autre forme d'organisation prolétarienne ne constitue en soi une garantie du contenu de la révolution.

le mouvement, et pour détourner son énergie de ses racines de classe subversives qui s'attaquent aux bases matérielles de la société capitaliste, vers un autre théâtre démocratique au décor légèrement reconfiguré. Ainsi, le gouvernement de Rouhani, tout en revendiquant qu'il soutient le « droit démocratique des citoyens à manifester », dénonce la violence contre les forces répressives de l'Etat et surtout les attaques contre la propriété privée et publique et l'expropriation de marchandises, tandis que Khamenei et les dirigeants des « Gardiens de la Révolution » jouent de la corde sensible du nationalisme, tout en mettant les événements sur le dos « des agents étrangers et des ennemis de la république ». Trump et Netanyahou prétendent se soucier de la vie des « gens ordinaires iraniens » et ont qualifié le régime de dictature, tandis que Poutine et Erdoğan, dans un esprit d'autodétermination nationale, ont souligné le droit indéniable de chaque État national bourgeois sans exception à discipliner son « propre » prolétariat et à réprimer sa lutte.[9]

C'est en fait une caractéristique fondamentale et indivisible de la lutte de classe menée par la classe dirigeante – la bourgeoisie – contre notre classe. Appliquer et reproduire les fausses séparations dans notre classe selon les critères des intérêts des fractions bourgeoises qui s'expriment politiquement dans des myriades de catégories (nation, race, genre, sexualité, religion, patriotisme local, secteur économique, parti politique, etc.),[10] constitue sa stratégie centrale et la seule réalisable, étant donné que le prolétariat mondial unifié, qui tend à s'organiser de manière autonome et centralisée pour ses propres intérêts de classe, est son ennemi mortel et le signe annonciateur de la fin du système capitaliste dans son ensemble.

Bien qu'il semble que l'explosion sociale de ces dernières semaines en Iran soit derrière nous maintenant, brutalement réprimée par les forces de l'ordre capitaliste, déforcée par les promesses limitées de nouveaux avantages sociaux et diluée par la mobilisation de masses de citoyens loyaux à l'État, les conditions matérielles de fond qui l'avaient causée n'ont pas disparu, et le terrain en Iran est encore très chaud et fertile.

Nous voulons souligner et faire nôtre à nouveau les moments les plus avancés de cette vague de lutte de classe, bien qu'ils ne fussent exprimés que par une petite minorité de militants :

★ Développement de positions défaitistes révolutionnaires sans compromis qui se situent clairement aux antipodes des besoins des fractions nationales du Capital de se battre les unes contre les autres dans le cycle inhérent de la concurrence pour que le marché réalise la valeur d'échange de leurs marchandises, pour s'accaparer les ressources naturelles et pour imposer un modèle économique et politique particulier d'exploitation ; ces positions se situent également en tant que négation des besoins du Capital mondial de maintenir notre classe divisée pour contrer nos intérêts prolétariens de lutter contre l'exploitation et contre nos misérables conditions d'existence.

★ Affirmation de la nécessité de préparer et d'organiser le soulèvement violent contre le Capital et son Etat, y compris le fait de se procurer des armes, d'attaquer des points clés de l'infrastructure de l'Etat, de démoraliser les forces de répression.

★ Attaque contre la morale bourgeoise qui maintient notre classe atomisée en tant qu'ouvriers obéissants, adeptes des églises ou des mosquées, épouses et maris, soldats, électeurs.

Toutes ces tâches jouent un rôle important dans le processus de notre classe s'organisant en une force globale, qui détruira et vaincra la dernière société de classe, basée sur l'exploitation du travail humain et sur l'échange marchand, dans et par la révolution communiste mondiale. Par conséquent, il est du devoir de tous les militants communistes d'organiser ces tâches là où ils vivent, ainsi que dans le monde entier, et de s'attaquer à toutes les falsifications bourgeoises qui font obstacle à la solidarité directe avec nos frères et sœurs de classe dans d'autres parties du monde. Etant donné que le prolétariat dans la partie du monde que les médias bourgeois et les stratèges géopolitiques appellent « le Moyen-Orient », « le monde musulman », « les pays arabes », etc. continue de représenter l'un des pôles les plus intensifs de la lutte de classe mondiale, avec des grèves sauvages presque quotidiennes, des émeutes, des pillages et des myriades de tentatives de classe de s'organiser en-dehors et contre la social-démocratie, il est crucial pour le mouvement communiste mondial de souligner le caractère réel de ces luttes contre tous les préjugés intériorisés par le prolétariat dans le reste du monde ainsi que contre toutes les tentatives de la social-démocratie locale (islamiste, islamique de gauche, léniniste, « municipaliste libertaire », nationaliste, libérale, etc.) d'exploiter les contradictions dans ces luttes, de les coopter et de les canaliser en un mouvement démocratique, réformiste, pro-capitaliste.

Nous espérons que ce texte contribuera à la prise en charge de ces tâches.

★ **L'économie capitaliste est en crise, qu'elle crève !**
★ **L'ennemi, c'est le capitalisme et la dictature du marché mondial !**
★ **L'objectif est le même partout : la révolution sociale !**
★ **Destruction du capitalisme et de l'État !**

★ Guerre de Classe – hiver 2017/18 ★

[9] Parmi les autres faux amis sociale-démocrates de la classe qui ont vomi leurs déclarations de « soutien » au mouvement, il y a Daesh, le PYD/PKK (et leurs milices) et bien sûr le MEK. Tous ont montré depuis de nombreuses années qu'ils sont experts dans l'action d'éteindre toute étincelle de la colère de notre classe, en mettant la main dessus, en l'étreignant et en transformant les prolétaires en lutte en leurs partisans et en chair à canon dans le carnage inter-bourgeois.

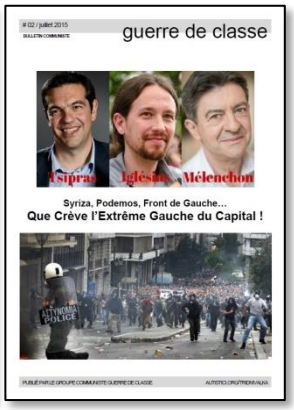
[10] Nous saluons tous nos frères et sœurs de classe en Iran, qui ont craché au visage des mollahs et de leurs flics, parfumés par les contes de fées meurtriers de l'islam, une version de la morale capitaliste, avec des règles comme la séparation des sexes en public ou des codes vestimentaires stupides forçant les femmes à porter un chiffon sur la tête. Mais plus encore, nous saluons les femmes prolétaires qui dans l'action d'un détournement pratique ont transformé ces chiffons en une arme contre l'Etat, comme des cagoules de fortune, des lance-pierres, etc.

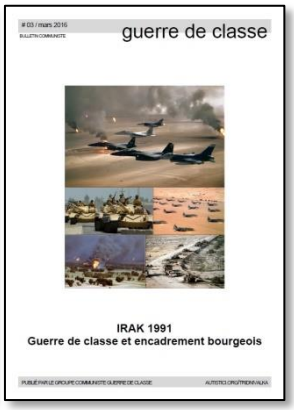
Nous nous démarquons clairement de tous ceux (« ici » comme « là-bas ») qui réclament « plus de démocratie », nous refusons cette fausse dichotomie entre « dictature » et « démocratie », car c'est partout le même État, la même dictature du profit et de l'argent qui est imposée contre nos besoins humains, c'est partout l'irréconciliable antagonisme entre la classe des possédants et celle des dépossédés qui domine, et cela que cette démocratie soit « parlementaire » et « multipartite » ou « militaire » et à « parti unique »… Et cette démocratie engendre de multiples idéologies qui deviennent forces matérielles, comme celle du mythe du « peuple souverain », c'est-à-dire cette force de négation en acte de l'antagonisme de classe. Sous la dictature démocratique de la valeur, le prolétariat se dissout dans « le peuple » et se retrouve côte à côte avec son ennemi historique, la bourgeoisie, dans la défense des intérêts de la nation et de l'économie. […] ce « peuple souverain », qui décide dans les urnes de se choisir un nouveau maître, s'affronte théoriquement et pratiquement au prolétariat dont d'importants secteurs refusent cette infernale comédie. Ce n'est pas seulement bourgeoisie contre prolétariat, mais aussi et surtout peuple contre prolétariat… Et en retour, le prolétariat doit organiser sa lutte contre le peuple… […]
La lutte pour la vie, pour le développement d'une société sans classes, sans États et sans exploiteurs, sans patrons, sans police, sans armées, sans prisons, etc. passe par l'élimination de toutes les fractions bourgeoises qui gèrent notre quotidien et nous maintiennent dans la misère : les « dictateurs » comme les « démocrates », la « droite » comme la « gauche », les militaires comme les civils, les ultralibéraux comme les sociaux-démocrates, les islamistes comme les laïcs…
Développons l'internationalisme, brisons les frontières nationales (et sectorielles) qui gangrènent les luttes de notre classe. Développons le défaitisme révolutionnaire : la meilleure solidarité avec les prolétaires de « là-bas », c'est de lutter « ici » contre le même ennemi, contre notre propre bourgeoisie, contre notre propre État, contre l'État mondial du capital.

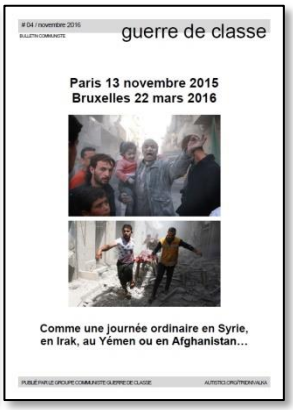
Guerre de Classe, « ÉGYPTE : Rien n'a changé, mais tout commence… »

Les droits et libertés démocratiques ne sont rien d'autre que la codification juridique des rapports sociaux capitalistes mettant en relation les hommes en tant que vendeurs et acheteurs de marchandises et plus particulièrement de la marchandise force de travail. Cette codification est donc la négation pratique du prolétariat en tant que classe. Les propriétaires de marchandises se rencontrent donc en tant que sujets juridiquement libres et égaux. Mais ce rapport de liberté et d'égalité entre propriétaires ne signifie rien de plus que la relation réifiée des rapports entre bourgeoisie et prolétariat, rapports entre les uns comme propriétaires exclusifs des moyens de production, et les autres dépossédés de tout sauf de leur propre force de travail. Le règne de la propriété privée pour la bourgeoisie signifie le règne de la dépossession totale pour le prolétariat.
Les droits et libertés démocratiques, en tant que mécanisme idéologique, renforcent et rendent réelle l'atomisation du prolétariat en citoyens libres et vendeurs de leur force de travail ne trouvant acheteur que et uniquement si le capital en a besoin pour se valoriser. Les droits et libertés démocratiques imposent la libre et mutuelle concurrence entre prolétaires obligés à cracher chaque fois plus de sang et de valeur ou à crever. Les droits et libertés démocratiques sont des instruments de coercition, de violence et de despotisme, et constituent donc une arme essentielle de la démocratie, c'est-à-dire de la domination bourgeoise.

Groupe Communiste Internationaliste, « Thèses d'Orientation Programmatique », Thèse 12.







Téléchargez nos matériaux au format PDF sur autistici.org/tridnivalka

Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !
Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers… Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ
Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS
Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser… Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME
Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE
La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, staliniens, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antiétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlementaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME
Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui joue le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »…

7. CONTRE LES FRONTS UNIS
Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale… Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructive entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE
Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN
Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétariens sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE
C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE
Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combattive du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises.
La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE
L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?
Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.